

Il existe des débouchés dans les domaines du traitement des eaux usées, du contrôle de la pollution de l'air, du traitement des déchets industriels, de la décontamination des sols et des installations nucléaires ainsi que de la gestion des eaux et des déchets solides.

Les Canadiens devraient envisager de faire affaire avec des sociétés locales, surtout d'anciennes entreprises d'État, qui peuvent offrir leur expérience du marché local, grâce à leurs contacts locaux et peuvent fournir des installations et des équipements pour la production. En Slovaquie, les sociétés locales ont jugé avantageux de former des alliances avec les autorités municipales qui s'occupent de la gestion des déchets. La formation de coentreprises, la conclusion d'accords de représentation avec des personnes ou des sociétés locales et/ou la prise d'une participation minoritaire dans une entreprise sont d'excellents moyens d'établir une présence. Les sociétés canadiennes qui s'établissent localement par le biais de coentreprises peuvent être admissibles au programme PHARE (une aide de transition accordée par l'UE). Les sociétés canadiennes peuvent aussi contacter des organisations comme la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Société financière internationale (SFI) de la Banque mondiale, qui sont intéressées à investir dans des projets locaux du secteur privé.

Énergie atomique du Canada Limitée (EACL) a participé à un projet de manutention et de stockage de déchets radioactifs en Hongrie. La manutention des déchets nucléaires est aussi une préoccupation pour la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, qui sont toutes dotées de centrales nucléaires.

Parmi les défis posés aux sociétés canadiennes qui souhaitent pénétrer le marché, mentionnons la difficulté à obtenir accès au financement disponible, étant donné la participation encore limitée des institutions financières internationales (IFI) comme la BERD, ainsi que l'absence de marchés environnementaux bien développés. Les sociétés locales qui ont de sérieux problèmes environnementaux ont habituellement des ressources financières limitées. Les restrictions au financement sont particulièrement aigues en Slovaquie. En Pologne, la plupart des projets sont financés localement, la plus importante source étant le Fond national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau. La part du financement étranger a été faible en Pologne; les principaux contributeurs sont la Banque mondiale, la BERD et la SFI.

Objectifs

- inviter les sociétés de la région du CEFTA à donner suite aux initiatives déjà prises et à l'intérêt déjà manifesté;